

## MANIFESTE DE SOUTIEN

# Relocations forcées : pas moyen de faire autrement !

Une quarantaine de personnalités représentant le monde politique et syndical genevois ont signé un manifeste de soutien aux actions de relocation forcées.

Les signataires, constatent que la crise du logement touche de plus en plus de gens qui n'ont pas les moyens d'habiter les appartements qu'on leur offre, car trop coûteux, trop petits ou situés à la périphérie. Pourtant, ajoutent les auteurs du manifeste, le genre d'appartements souhaité existe, mais leurs propriétaires les maintiennent vides et refusent de les relouer. C'est la raison pour laquelle les actions de relocations forcées, entreprises par les associations d'habitants, sont jugées comme la seu-

le issue laissée à ces derniers. Les régisseurs, est-il encore dit, en maintenant ces logements vides ou en les saccageant pour les rendre impropres à la location, démontrent qu'ils sont à la recherche d'un profit maximal, «en spéculant sur les terrains, en triplant ou quadruplant les loyers, en empilant les habitants et en restreignant les espaces verts, ou encore en exécutant des rénovations de luxe». Le manifeste s'en prend également au rôle de l'État et en particulier à la police, accusée de protéger les régisseurs contre les occupants. A défaut de pouvoir agir – est-il dit en conclusion – l'État devrait au moins laisser la justice et le PG tenter de trouver des solutions équitables. (H)

Journal de Genève – 17 mars 1981